



La Tunisie s'enfonce dans la violence tandis que le bilan des victimes s'alourdit

Les promesses du président Ben Ali, lundi, de créer, d'ici à 2012, 300.000 emplois supplémentaires n'ont pas désamorcé la crise. Une crise qui dure depuis le 17 décembre et le suicide d'un jeune homme de vingt-six ans, à Sidi Bouzid, qui protestait contre la saisie de sa marchandise par la police, seul moyen de faire vivre les siens. La Tunisie traverse les plus graves émeutes depuis l'arrivée au pouvoir de Ben Ali, il y a vingt-trois ans. Quatre autres suicides ont eu lieu depuis mi-décembre. Ecoles et universités sont fermées, dans tout le pays. L'agitation s'est étendue à des villes côtières, au cœur de la Tunisie touristique, affirmait hier la présidente de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), Souhayr Belhassen. Plus grave : elle a gagné dans la soirée la capitale même, où de nombreux heurts ont éclaté entre des habitants du faubourg ouvrier d'Ettadamen et les forces de l'ordre, se traduisant par des magasins saccagés et des incendies volontaires. Plus tôt dans la journée, la police avait dispersé un début de manifestation d'artistes et empêché une autre manifestation de journalis-



De jeunes Tunisiens prêts à l'affrontement avec la police, à Regueb, près de Sidi Bouzid, lundi dernier.

tes, qui entendaient protester contre la répression des troubles sociaux et les « entraves » à l'exercice de leur travail. « Nous vou-

lions manifester pour [...] dénoncer les obstacles au travail des journalistes, empêchés de rendre compte librement des troubles

que connaît le pays », a expliqué l'ancien président du Syndicat national des journalistes, Neji Bghouri.



Au gré des informations diffusées par les organisations des droits de l'homme, le bilan des victimes des émeutes s'alourdit. « *C'est le chaos à Kasserine après une nuit de violences, de tirs de snipers, pillages et vols de commerces et de domiciles par des effectifs de police en civil qui se sont ensuite retirés* », affirmait hier un syndicaliste, membre de la branche régionale de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), Sadok Mahmoudi. *Le nombre de tués a dépassé les cinquante* » au cours des trois derniers jours dans cette ville, chef-lieu de la région d'où est parti le mouvement à la mi-décembre.

Des bilans controversés

La Fédération internationale des ligues des droits de l'homme avance « *une liste nominative* » de 35 morts tout en évaluant la réalité du nombre de victimes « *autour de la cinquantaine* », alors que les autorités tunisiennes avancent le chiffre de 21 morts.

Pour le gouvernement tunisien, Kasserine a été « *le théâtre d'actes de violence et de destruction perpétrés par des groupes qui ont attaqué deux postes de police, à coups de bouteilles incendiaires, de bâtons et de barres de fer* ».

L'Europe et les Etats-Unis se sont dits préoccupés de la tournure des événements. Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, s'est « *inquiété de l'escalade des affrontements violents* ». En France, les critiques se multiplient sur l'attitude du gouvernement, jugée trop bienveillante à l'égard du régime de Ben Ali. La France ne peut que « *déplorer les violences* », a réagi, hier, la ministre française des Affaires étrangères, Michèle Alliot-Marie. Face aux critiques, elle a mis en garde contre les « *anathèmes* » et a proposé à la Tunisie une coopération en matière de maintien de l'ordre. Le ministre français de l'Agriculture, Bruno Le Maire, sur Canal+, a défendu hier le régime tunisien. « *Le président Ben Ali est quelqu'un qui est souvent mal jugé* », a-t-il soutenu. « *Il a fait beaucoup de choses* » pour son pays. « *Le silence ou tout du moins la complaisance vis-à-vis du régime de Ben Ali est un problème* », dénonce la secrétaire générale d'Europe Ecologie les Verts sur Europe 1, Cécile Duflot. Quant au socialiste Jean-Pierre Sueur, président du groupe d'amitié France-Tunisie au Sénat, il s'en est pris à « *la répression violente* » contre les manifestants.

MARIE-CHRISTINE CORBIER